

## crise de l'élevage

## Le cri de colère des agricultrices

Karen Serres, présidente de la commission des agricultrices communique : « La Commission des Agricultrices souhaite alerter sur l'étendue des conséquences de la crise de l'élevage. Plus de 30 % des agriculteurs sont des agricultrices et comme nos homologues masculins nous souffrons des conséquences de la mévente de nos produits. Cette crise impacte aussi les autres membres de la famille ; des conjoints exerçant un autre métier qui sont amenés à soutenir la ferme, aux enfants quels que soient leurs âges, jusqu'aux étudiants issus de familles agricoles qui peinent à trouver des logements. Des contacts ont été pris avec la déléguée aux droits des femmes en vue de chercher des solutions pour certains. Oui cette crise fragilise le tissu rural dans son ensemble ainsi que l'agriculture qui est une des seules économies primaires de notre département.

Nous comprenons qu'il n'est pas toujours possible pour des raisons financières d'acheter des produits sous label, cependant nous souhaitons sensibiliser nos concitoyens sur l'intérêt pour tous à privilégier des achats de fruits, légumes et viandes produits en France. Notre pays a des normes sanitaires et sociales différentes d'autres pays qui nous inondent de marchandises défiant toute concurrence mais produits au mépris de nos valeurs sociales. Nous aimerons également partager avec les consommateurs notre colère face aux marges que s'octroient les intermédiaires entre le moment où la nourriture quitte la ferme et le moment où elle se trouve en vente. Ensemble dénonçons ses abus pour que nos campagnes vivent ! ».

## Ce que les agriculteurs ont dit au Président

l'essentiel

Pas moins de cinq dossiers ont été mis sur la table lors de la rencontre des responsables de la profession agricole du Lot avec le Président François Hollande vendredi dernier.

Sans autres témoins que Gérard Miquel et Martin Malvy, les responsables agricoles du département, Christophe Canal président de la chambre d'agriculture, Alain Lafrayette président de la FDSEA et Lionel Fouché ont pu rencontrer le Président de la République lors de sa visite dans le Lot vendredi. Les dossiers les plus chauds ont été mis sur la table, et les responsables de la profession agricole ont pu les exposer directement à François Hollande.

« **Plus de prix, moins de normes** ». « La situation est difficile, très difficile pour les paysans Français, ce sont des moments de doutes importants. Le métier est touché, il est touché au cœur d'ailleurs car nombreux sont ceux qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Nous avons besoin d'un grand plan de désendettement, de moins de normes, de contrats justes et équitables mais aussi de prix, de prix et encore de prix ! » ont répété au Président les leaders de la FDSEA et des JA. A propos du prix du lait : « malgré les engagements du

24 juillet, l'augmentation du prix du lait indispensable à la survie des élevages est semblable-t-il d'ores et déjà remise en cause par certains industriels ou des pays de l'Union Européenne ! ».

« **Sécheresse : l'agriculture lotoise en danger** ». Le dossier de la sécheresse a été l'un des premiers abordés « La sécheresse qui frappe le département va marquer le secteur agricole de manière grave » ont insisté les représentants de la profession. « La profession a sollicité la DDT (Direction du Territoire) pour conduire très rapidement des missions d'enquêtes terrain afin d'établir un premier constat partagé de la situation.

A partir des premières analyses réalisées par la profession, pour palier les surcoûts liés à l'achat de fourrages, de concentrés, de paille, etc. et surtout pour financer le re-semis des prairies « crevées », il sera indispensable d'obtenir une aide du Fonds National de Gestion des Risques Agricoles » et d'ajouter : « Notre département sévèrement touché doit être accompagné pour sortir l'élevage du chaos dans lequel il est actuellement ».

**Plaidoyer pour des réserves d'eau**. La création de réserves d'eau constitue un enjeu majeur pour les responsables agricoles. Ils l'ont dit à François Hollande en se plaignant des freins mis aux projets hydrauliques :



Les responsables agricoles lotois face au Président vendredi dernier à Tour-de-Faure./Photo Présidence de la République

« Sans remettre en cause la nécessité de prendre en compte l'aspect environnemental ainsi que celui de la sécurité, au-delà des surcoûts induits, les interprétations excessives ou l'absence de proportionnalité des contraintes peuvent remettre en cause la faisabilité économique des projets, pourtant essentiels à la pérennité de l'agriculture et à la vitalité économique des territoires concernés. Sur des secteurs du département qui ont eu la chance d'accéder à l'irrigation, l'avenir de 90 % des exploitations qui irriguent est naturellement assuré » ont affirmé les représentants de la FDSEA et des JA.

« **Installations : faire sauter les verrous** ». Les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs ont été aussi au centre de la discussion. Le tableau dépeint par les responsables lotois est celui-ci : « Au 31 juillet, seulement 12 dossiers de demande d'aides à l'installation ont pu être déposés dans le Lot, soit moins de la moitié du nombre de dossiers habituellement validés à cette période. En 2014, il y avait eu 40 installations aidées » Les interlocuteurs du Président de conclure : « Face aux lourdeurs administratives, il faut faire sauter les verrous ».

J.-M. F.

## PAC 2015

À propos de la PAC 2015 (Politique Agricole Commune), la profession a rappelé ses demandes : une instruction des dossiers prenant en compte les spécificités de la campagne 2015 et dans des délais compatibles avec le respect de l'échéance habituelle de versement des aides PAC ; le versement des aides PAC dans les délais prévus ; une approche « pédagogique » des contrôles, car les agriculteurs ne sont pas responsables des difficiles conditions de déroulement de la campagne de déclarations PAC 2015.